

Les grandes étapes de cent ans d'histoire migratoire entre la Chine et la France

L'histoire qui relie la France à la province du Zhejiang depuis cent ans est presque inconnue. Les mass media s'emparent du fait migratoire chinois récent en stigmatisant la clandestinité, sans jamais la nuancer à partir d'éléments historiques ou de témoignages de générations en France depuis près d'un siècle. Cet article reconstitue les grandes étapes de cette histoire migratoire, principalement à partir de récits de vie, de sources écrites chinoises collectées en Chine et de sources françaises pour la plupart inexplorées.

par **Véronique Poisson**,
docteur en sciences
sociales, EHESS

D'où vient cette longue ignorance ? Est-elle le fruit d'une indifférence ? D'une stigmatisation volontaire ? Des difficultés d'enquêtes sur le terrain ? D'un manque de porte-parole ? Dans tous les cas, elle n'est pas sans conséquences et aggrave notre incompréhension. Et il est complexe, aujourd'hui, d'appréhender cent ans d'immigration chinoise en France, à travers plusieurs générations et la multitude des pôles d'émigration d'où découlent des spécificités socioculturelles contrastées : celle des Français d'origine chinoise, des Eurasiens et des derniers arrivants qui, en tant que dernier courant migratoire, rencontrent d'importantes difficultés d'insertion dans la société française.

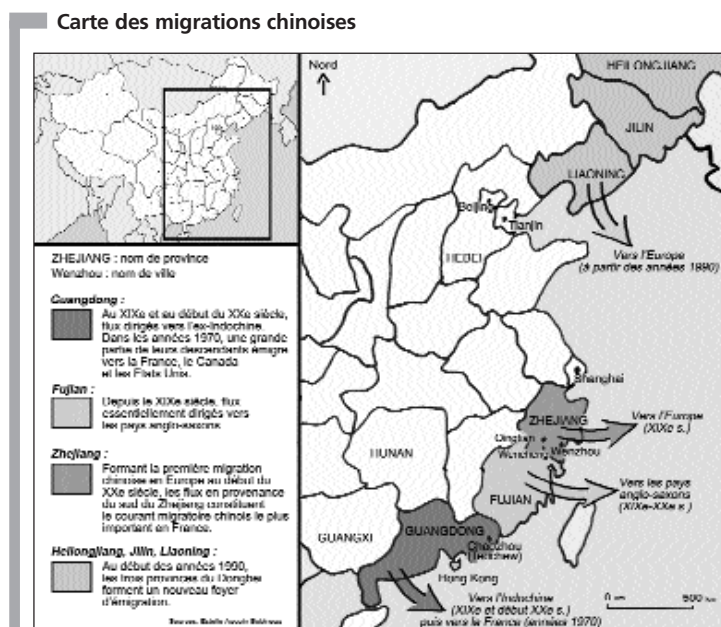
Cette mémoire encore vacillante ne manque cependant pas de ressources à disposition pour que le champ soit mieux exploré. Et il existe pléthore d'archives et de documents en Chine et en France, sans compter tous les témoignages.

L'histoire de cette migration se découpe en trois grandes périodes : tout d'abord, l'origine du mouvement migratoire au tournant du XX^e siècle, avec l'arrivée de commerçants et de leurs employés de l'époque (des colporteurs à pied et à vélo) ; ensuite, l'arrivée d'un contingent d'ouvriers chinois entre 1916 et 1917, période où éclatent plusieurs scandales qui seront écrasés par la censure : des émeutes, des grèves et des morts ; enfin, dans les années trente, une amplification de l'arrivée des gens du Zhejiang en Europe (principalement en France et en Italie), pour des raisons politiques et économiques.

Les sources officielles chinoises sont unanimes pour expliquer l'origine du courant migratoire du Sud du Zhejiang vers l'Europe : c'est pour le colportage de la pierre précieuse de Qingtian que les premiers migrants se rendirent en Europe par le Nord de la Chine, la Russie, l'Europe orientale... puis en France et en Italie, dès le milieu du XIX^e siècle.

Bien avant l'arrivée du contingent des Chinois de la Première Guerre mondiale, et pour des raisons commerciales, les Chinois du Zhejiang sont présents en Europe au tournant du XX^e siècle.

D'après l'historiographie officielle, les migrants utilisaient les voies terrestres pour voyager, mais personne n'a jamais pu témoigner, aucun chercheur n'a jamais rencontré un seul témoin vivant, de loin ou de près. Histoire ou légende ? Il semble impossible de répondre, toutefois ces voyages sont mis en avant par l'historiographie chinoise contemporaine qui fait la part belle à la pauvreté et à la misère pour expliquer l'émigration de cette région de Chine.



Cependant, si, selon les sources officielles, c'est la faim qui poussa les gens de Qingtian et Wenzheng, pionniers des migrations vers l'Europe, à quitter leur pays, l'histoire orale et locale apporte un autre éclairage sur les premières vagues migratoires : la présence d'une importante classe de marchands et d'industriels semble beaucoup peser dans l'économie locale.

Une migration de marchands

Ainsi, par la convention internationale de Chifu, signée en 1876 entre la Chine et les puissances étrangères, le port de Wenzhou devient un des cinq ports ouverts au commerce avec l'étranger. Dès avril de cette même année, le consulat d'Angleterre ainsi qu'un réseau postal reliant l'étranger s'établissent à Wenzhou.

Les marchands locaux saisissent alors l'opportunité de développer leur commerce vers l'Europe et le Sud-Est asiatique. En 1893, un dénommé Lin Maochuan et huit de ses compatriotes de Qingtian se rendent dans le Sud-Est asiatique pour trouver de nouveaux débouchés à la distribution de la pierre de Qingtian. En outre, ils participent à plusieurs foires internationales où des représentants du monde entier se donnent rendez-vous. À ce titre, ils sont présents en 1904 à la foire de Saint-Louis, en 1915 à la foire de Panama et de San Francisco, etc.

D'après un édito relevé dans le programme de la foire de Panama de 1915, il est indiqué que : *“Du Sud-Est asiatique et de l'Inde, la commercialisation [de la pierre de Qingtian] s'est développée, les affaires de jour en jour accroissent. [...] Depuis vingt ans, dans toute l'Asie et les agglomérations de l'Europe, de l'Australie et des États-Unis, il n'y a pas un seul endroit où ne se retrouvent des objets en pierre de Qingtian. La pierre de Qingtian devient connue à travers le monde entier, et un millier de marchands se trouvent à cet effet outre-mer [...].”*

Si dans les années vingt et trente, un millier de marchands commercialisent les objets sculptés à l'étranger, 3 000 à 4 000⁽¹⁾ colporteurs travaillent dans le monde (principalement en Europe) au service de ces entrepreneurs, et sont chargés, à pied et à vélo, d'écouler cette marchandise (à cette époque d'ailleurs, les objets sculptés seront remplacés par des articles en tout genre : chaussettes en soie, porte-monnaie, cravates et jouets, etc.).

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, les bases commerciales des Chinois du Zhejiang en Europe sont déjà établies. À partir de 1916, des Chinois de Qingtian vont utiliser le recrutement d'ouvriers chinois pour suppléer à la main-d'œuvre française masculine partie au front, comme sauf-conduit pour aller rejoindre leurs compatriotes en Europe⁽²⁾. Ils sont 2 000 originaires de Qingtian et des alentours à s'être ainsi rendus en France par ce biais⁽³⁾.

Les années 1916-1917 marquent la deuxième étape de l'histoire des migrations. Elles représentent la période la plus trouble de cette histoire.

Des scandales étouffés dès les premiers pas...

Pendant la Première Guerre mondiale, les autorités chinoises signent une convention avec les gouvernements anglais, français et russe dans laquelle il est stipulé que 200 000 travailleurs chinois devraient être recrutés en France entre 1916 et 1920 : dont 100 000 sous la bannière britannique, 50 000 sous celle des Russes et 35 000 sous celle des Français⁽⁴⁾. Cependant, jamais les sociétés intermédiaires chinoises mobilisées sur place pour assurer le recrutement n'atteignent ces objectifs.

Le Père Wou rapporte que le War Office dénombre 93 474 travailleurs chinois en France après l'achèvement de la campagne. Par ailleurs, il indique que des incidents ont modifié le programme. En effet, une des conditions françaises était de n'employer que des personnes du Nord *"qui ne souffriraient pas du froid en France ni des fortes chaleurs"*⁽⁵⁾. Or, dans l'impossibilité d'atteindre les quotas, le recrutement s'étendra aux ports du Sud Shanghai (à Canton, Shantou et Hong Kong). Que se passa-t-il ? Pourquoi les quotas ne purent être atteints au Nord ?

Des mouvements de boycotts antifrçais et britannique éclatent dans les ports de recrutement du Nord (Tianjin, Qingdao et Pukou) avant de gagner ceux du Sud dès 1916. À Qingdao (dans la province du Shandong), par exemple, les Allemands implantés dans la région alimentent des vagues de suspicion et contribuent à répandre le bruit que les coolies seront utilisés en France pour fabriquer des munitions, construire des tranchées et des chemins de fer. Des activistes syndicaux ainsi que la presse s'en font également l'écho. Ainsi, cet article⁽⁶⁾ publié le 19 octobre 1916 dans le journal local de Shantou (port du sud situé dans la province du Guangdong) :

1)- Estimation de Zhou Taofen, cité par Zhou Wangsen, in Zhou Wangsen, *Qingtian Huaqiao Tedian Chutan* [Recherches préliminaires sur les caractéristiques des Chinois d'outre-mer de Qingtian], 1991, in Chen Xuewen, *Zhejiangsheng Lishi Yanjiu Luncong* [Recherches sur l'histoire du Zhejiang], in Hangzhou, *Zhejiangsheng Guiguo Huaqiao Hualian Hehuiqiao* [Fédération des Chinois d'outre-mer et des Chinois d'outre-mer de retour au pays de la province du Zhejiang], 1991.

2)- Dans l'enquête de Charles Archaimbault, menée dans le milieu chinois en 1949, plusieurs témoins précisent que, depuis 1917, des engagés volontaires se rendaient à Shanghai pour passer une visite médicale et que ce fait était connu dans la région de Wenzhou et Qingtian, où chaque semaine un caboteur de la China Merchant Steam Ship Company faisait escale. Charles Archaimbault, "En marge du quartier chinois", *Bulletin de la société d'études indo-chinoises*, n° 3, 1952.

3)- *Ibidem*.

4)- Paul Bailey, "Recrutement of Workers for Britain and France", in Lynn Pan, *The Encyclopaedia of the Chinese Overseas*, Grande-Bretagne, éditions Curzon, 1998.

5)- Le Père Wou, *Les travailleurs chinois et la Grande Guerre*, éditions A. Pedone, Paris, 1939.

6)- Cet article a été trouvé traduit dans les *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 41, dans une chemise intitulée "recrutement des travailleurs".

“Avis très important. À nos compatriotes. Attention ! Compatriotes ! Eh compatriotes ! Actuellement, il y a des gens qui font la traite des hommes ; ils veulent vous vendre aux États belligérants de l’Europe. Ne tombez pas sous leurs mains malfaitrices. Il y a des séducteurs qui emploient de belles paroles pour vous pousser à aller en France travailler en ouvriers avec un salaire de 1 franc par jour. Faites bien attention ! Ne vous laissez pas séduire. 4 FF. c’est 30 cents chinois. Et puis vous ne toucherez que des billets de banque au lieu d’argent sonnante⁽⁷⁾. Ensuite, pour gagner 30 cents, vous devez travailler près du champ de bataille où vous vous exposez nuit et jour aux bombes et balles des Allemands. Là, vous ferez partie des peuples vaincus comme l’étaient les Coréens, les Annamites et les Noirs d’Afrique. Si vous allez travailler sur le champ de bataille, vous regretterez plus tard et ce sera déjà trop tard. Gagnez votre vie chez vous ou, si vous voulez émigrer, allez dans un pays où vous trouverez des Chinois qui vous protégeront et vous aideront. C’est pour attirer l’attention de nos compatriotes sur ce point que nous nous donnons la peine d’écrire cet avis bienfaiteur. Un bon cœur.”

7)- Cette polémique a pu, sans doute, être exacerbée par le fait que les premiers contingents arrivés en 1916 en France ne furent payés que quelques mois plus tard.

L’ensemble de ces mouvements a été délibérément occulté en France par le Bureau de la censure. En effet, par une directive du 2 janvier 1917 émanant du cabinet des Affaires étrangères, il est interdit qu’aucun article ne paraisse sur le sujet dans la presse française⁽⁸⁾. Quelques articles, cependant, passèrent à travers les mailles du filet, comme ceux relatifs au naufrage de l’*Athos* : alors que certains des premiers contingents furent transportés via le canal de Suez et la Méditerranée, là où les sous-marins allemands torpillaient des bateaux, l’*Athos*, qui contenait 540 travailleurs chinois, fit naufrage en février 1917⁽⁹⁾.

8)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 41.

9)- Il y eut un rescapé : Monsieur Zhang Piao, mort à 97 ans, dernier survivant et rescapé du naufrage qui témoigna dans un documentaire d’Olivier Horn. Après cette catastrophe, le trajet fut modifié : on passait par le cap de Bonne-Espérance et on atteignait le Pacifique par le détroit de Magellan. Le Canada était traversé par voie de terre et, de là, on atteignait la France par l’Atlantique. En France, un consulat de Chine fut mis en place à Marseille et fut administré, à partir de 1917, par un consul honoraire français, sans doute du fait que les plus importants contingents de main-d’œuvre accostaient à Marseille.

Le sort des travailleurs chinois en France

Suspicion ou réalité, les campagnes contre le recrutement des ouvriers chinois dans les ports étaient-elles fondées ?

Comme cela est précisé dans l’ouvrage de Paul Bailey⁽¹⁰⁾, si les Européens véhiculent à l’égard des Chinois (déjà à l’époque et encore maintenant) une image d’hommes dociles : *“Le Chinetoque c’est comme le Kaffir, il doit être maintenu à l’écart quand il ne travaille pas. S’il est bien contrôlé, il vous apportera peu d’ennuis, éventuellement il pourra jouer au jeu mais ne se soulera pas et ne commettra pas de crimes, il est docile et obéissant.”* (*Times*, 27 décembre 1917), la réalité est différente. Ainsi des grèves et des rébellions éclatent à Dunkerque où des affrontements entre travailleurs chinois et contremaîtres français entraînent la mort de plusieurs personnes. La raison première de ces révoltes est que, contrairement à ce qui est stipulé dans leur contrat, ces travailleurs se retrouvent exposés aux

10)- Paul Bailey, *op. cit.*

abords et sur les champs de bataille. Certains des contingents de travailleurs chinois sont envoyés à Dunkerque et à Calais pour apporter des munitions sur la ligne de front, creuser des tranchées et s'assurer du bon emplacement des canons. D'après certaines sources⁽¹¹⁾, des Chinois sont même engagés dans le combat de la bataille de Picardie au printemps 1918⁽¹²⁾.

Dans la presse française, quelques informations filtrent à propos des mouvements de protestation des Chinois, notamment à l'usine du Creusot, malgré les directives et le contrôle du Bureau de la censure. Ainsi en atteste cette lettre de la légation de la République française en Chine à Pékin, en date du 26 novembre 1916⁽¹³⁾ :

"[...] À la date du 25/08/1916, Monsieur Conty avait appelé l'attention du département sur les inconvénients que pouvait présenter la publication de la presse française de renseignements trop précis sur l'affectation définitive des contingents d'ouvriers recrutés en Chine par Monsieur Truptil 'Ingénieur agronome'. J'ai eu le regret de lire dans Le Temps du 21 octobre un écho consacré à l'emploi de Chinois dans 'les usines de guerre du Creusot'. Je ne puis que renouveler la demande faite par M. Conty de censurer tous les articles de ce genre⁽¹⁴⁾ ; il est tout à fait inopportun de fournir aux représentants ici des puissances centrales de nouveaux arguments pour étayer leurs protestations officielles et leurs très actives campagnes officieuses de presse et de faux bruits. Je serais reconnaissant à Votre Excellence d'attirer sur ce point l'attention des services compétents du ministère de la Guerre [...]"

Ce sont les missionnaires en poste en Chine et réquisitionnés pour servir d'interprètes durant la Grande Guerre qui nous apporteront les témoignages sur la réalité des camps dans lesquels furent enfermés les Chinois. Voici celui du père Watthé, de la congrégation des Lazaristes. Il est en poste au nord de Dunkerque, aux "Dunes", camp anglais dans lequel se trouvent cinq cents Chinois et qui est bombardé quatre cents fois pendant la guerre.

"[...] Les Allemands nous donnent un peu de répit en ce moment : le vent violent, la brume et la présence des artilleurs français nous valent ce répit... Notre maison, au coin du cantonnement chinois, est entourée de trous de bombes ; plusieurs incendiaires sont tombés à quelques mètres de ma porte, une énorme torpille a couvert notre toit de débris, nos vitres ont disparu depuis longtemps, et c'est miracle si aucun de nous n'a été tué ou blessé. Nos pauvres Chinois ont été moins épargnés, ils ont eu deux tués⁽¹⁵⁾ et de nombreux blessés, à côté de nous, sous nous mêmes, puisqu'ils étaient dans notre cave. Aujourd'hui nos Chinois connaissent les avions allemands, les sirènes, la "vache" de Dunkerque, l'"enragé" de Malo ; ils distinguent les Taubes et Gothas (bombardiers, ndlr) au ronflement du moteur. On leur a fait des abris ; ils s'y précipitent. Il n'en était pas ainsi au début. Les nombreux pro-

11)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 41. Références détaillées dans une lettre d'un étudiant américain envoyée à l'ambassade de France en 1957 se reportant à *l'Illustration* et à la *Revue de Paris*.

12)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1944-1955, sous-série Chine, n° 621. Lettre de Clarence S. Springstead, étudiant à Oklahoma en 1957.

13)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 523 à 525.

14)- "Les articles de ce genre" concernent tous les articles relatant les grèves et les mutineries des ouvriers chinois susceptibles de ralentir, encore plus, le recrutement du contingent.

15)- À la fin de la guerre, le chiffre s'éleva à neuf.

16)- Henry Watthé,
*La belle vie du missionnaire
en Chine*, Maison
du missionnaire, Vichy, 1935.

jecteurs qui fouillent le ciel, de Dunkerque au front, les coups de nos 75, le sifflement même des obus les intéressaient. Nous avons dû, des nuits entières, parcourir le cantonnement pour faire mettre les Chinois à l'abri, faire éteindre les lumières, ramasser morts ou blessés, sous les bombes... Heureusement, l'Allemand maladroit a rarement réussi à nous faire un mal sérieux. Il vise notre oasis et ne réussit qu'à tuer de pauvres Chinois ou à labourer le sable. Nous avons eu deux grèves, suite au bombardement et d'autres misères [...]"⁽¹⁶⁾

Une contribution bien peu reconnue

Le Père Wou fait un bilan mitigé de la contribution de ces contractuels chinois. D'après le *War Office*, qu'il cite, 93 474 arrivent en Europe, 91 452 rentrent après les hostilités et plus de 2 000 meurent au combat et de maladie. Ils sont enterrés en Angleterre, au cimetière de Egg Buckland, à Plymouth, en Belgique et en France où la plus importante concentration de tombes se trouve à Noyelles, où il y a plus de 500 tombes. Dans tous les cas, le contingent initial de 135 000 personnes (pour la France et le Royaume-Uni) n'a donc jamais été recruté.

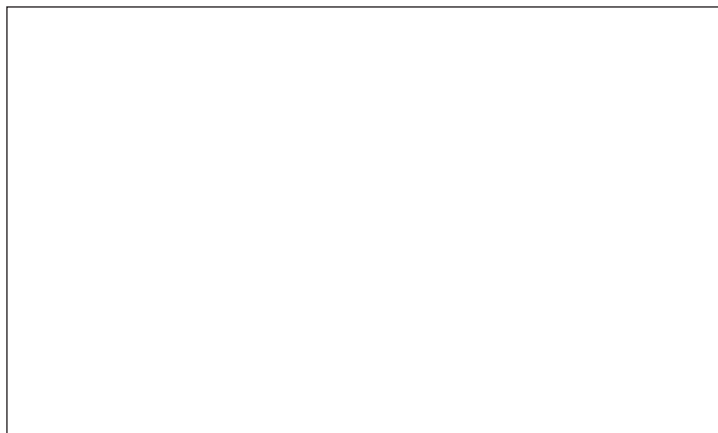
Du côté chinois, il est attesté que seulement 72 000 ressortissants regagnent le pays. Il y en a 27 000 dont on ignore le sort. D'après une lettre de la légation de la république de Chine à Paris, datant du 22 décembre 1926, 2 500 travailleurs chinois seraient restés en France après leur contrat⁽¹⁷⁾.

17)- *Archives diplomatiques*.
Série Asie 1918-1929,
sous-série Affaires
communes, n° 47.

En 1925, l'Association générale des travailleurs chinois en France, représentant ceux qui ne sont pas rentrés après la fin de leur contrat, réclame au gouvernement français un signe de reconnaissance pour la contribution des Chinois à l'effort de guerre. Elle demande qu'une plaque commémorative soit érigée ainsi que l'aménagement d'un cimetière national. Il est alors suggéré que le fonds des indemnités des Boxers soit utilisé pour aider le retour des Chinois restés en France. Aucune de ces propositions n'est retenue. Il faudra attendre 1996 pour qu'une plaque commémorative soit placée dans l'ancien quartier de l'îlot Chalon (dans le XII^e arrondissement de Paris).

Dans la plupart des livres de référence sur l'immigration, la Seconde Guerre mondiale est souvent citée comme la première étape migratoire des Chinois de France, on évoque plus rarement les conditions de travail de ce contingent et les difficultés de recrutement. Ainsi, dans *Paris-Asie*⁽¹⁸⁾, il est précisé que 140 000 Chinois débarquent en France entre 1916 et 1918 et que 3 000 d'entre eux constituent la première communauté chinoise de France. Sans cesse reprise dans d'autres ouvrages, y compris par les médias, cette allégation demande à être nuancée tant sur les chiffres que sur la chronologie des faits. Dans le même article qui traite de la main-d'œuvre chinoise, il est précisé que les Chinois s'occupèrent du "*nettoyage*

18)- Pascal Blanchard,
Eric Deroo (dir.), *Paris-Asie*,
La Découverte, Paris, 2004.



**Plaque commémorative,
îlot Chalon, Paris XII^e.
Reconnaissance pour
la contribution
des Chinois à l'effort
de guerre.**

des champs de bataille aux lendemains des hostilités". Là encore il s'agit de revoir la chronologie des faits et de reprendre le témoignage du père Watthé. *L'histoire des Français venus d'ailleurs*⁽¹⁹⁾, de Vincent Viet, restitue une histoire moins lisse : il évoque les conditions de travail intolérables et des manifestations de mécontentements de ces travailleurs.

Il semble, dans tous les cas, que cet épisode de notre histoire migratoire nécessite d'être revisité.

Une autre allégation très fréquente concerne la migration du Zhejiang et sa composante de "migrants économiques". Cela sera notre troisième thématique et le dernier volet. Il nous permettra d'entrevoir et de mettre en perspective une dimension politique négligée dans l'histoire de cette immigration.

Du flux de marchandises aux flux d'immigrés... les années trente

Durant les années trente, le conflit qui vient d'éclater avec le Japon met un coup d'arrêt à une longue tradition de relations commerciales entre Wenzhou et l'Archipel.

Cependant, grâce à ses contacts avec des sociétés étrangères, Wenzhou, et sa région, va préserver sa production et maintenir un essor économique. En effet, en plein conflit sino-japonais, si les liaisons maritimes sous pavillon chinois sont interdites, les transports sous pavillon étranger restent autorisés. En 1937, trois compagnies maritimes étrangères sont présentes⁽²⁰⁾ : une française (l'Indo-China Steam Navigation Co., Ltd.), une anglaise (La China Merchant's Steam Navigation Co., Ltd.) et une italienne (la Chinese Italian Navigation Co.)⁽²¹⁾. La région de Wenzhou va donc, suite à la rupture avec le Japon, s'orienter vers l'Europe pour trouver un marché de substitution et travailler avec les compagnies maritimes afin d'écouler ses marchandises en Asie (Hong

19)- Vincent Viet, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, éditions Perrin, collection Tempus, Paris, 2004.

20)- Ponctuellement naviguent aussi des pavillons allemands et portugais.

21)- D'après le *Directory and Chronicle of China, Japan, Korea etc.*, Hong Kong Daily Press, Ltd, 1884-1941. (Registre des ports à vocation commerciale dans lesquels les Britanniques étaient implantés.)

22)- Pour plus de détails sur les moyens utilisés pour quitter le pays avant 1949 (et les points communs avec la situation actuelle), se reporter aux chapitres "Législations nationales et contrôle des flux migratoires avant 1949", thèse de doctorat de Véronique Poisson, *Franchir les frontières : le cas des Chinois en diaspora*, sous la direction de Nancy Green, EHESS, 2004, consultable à la bibliothèque de l'EHESS de Paris et à l'association franco-chinoise Pierre-Ducerf, 29, rue Michel-Le-Comte, 75003 Paris.

23)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 492.

24)- En avril 1944, l'armée du Guomindang met en place un centre d'entraînement militaire d'abord à Youzhu (près de Qingtian) puis à Yuhu (près de Wencheng) – tous deux sont des foyers d'émigration. Cette base militaire fut une poche de résistance à l'invasion japonaise, avec un hôpital et un centre de transmission télégraphique. Les militaires américains en poste sur place, avec certains Chinois d'outre-mer revenus exprès en Chine, commandèrent les opérations jusqu'à leur encerclement par les communistes en 1947. (D'après un document interne non publié des douanes de Wenzhou (Zhu Pinsu, Waishi lü [Relations diplomatiques et internationales]. Wenzhou : Waishiban [Bureau des affaires extérieures], 1993.

Kong, Sud-Est asiatique). Le flux de marchandises vers cette destination va s'accompagner d'un mouvement de personnes. Alors que l'émigration est interdite en Chine, les commerçants qui ont des ouvertures dans les postes consulaires étrangers vont pouvoir soutenir les candidats à l'émigration. Quant aux compagnies maritimes étrangères, elles n'hésitent pas à consentir des rabais sur des voyages en groupe ou à fermer les yeux si, même sans document de voyage, le client paie⁽²²⁾.

Cependant l'instabilité économique va faire place à l'instabilité politique, lorsque les forces du parti nationaliste, le Guomindang (KMT), cachées dans des collines entre Qingtian et Wencheng vont être, dans les années quarante, encerclées et terrassées par l'Armée de libération du Peuple, la faction communiste. Les migrations vont alors s'intensifier et alimenter des mouvements du KMT en diaspora.

En effet, parallèlement à cette mutation des activités maritimes, cette région connaît un déploiement de forces du parti nationaliste. La province du Zhejiang fut un des fiefs du Guomindang ; son chef de file, Tchang Kai-Chek, qui se réfugia à Taiwan, en était originaire. À partir de 1937, le pays et le parti nationaliste sont affaiblis par la guerre sino-japonaise qui vient d'éclater. Les émigrés qui fuient le pays sont affiliés au Guomindang et viennent rejoindre à l'étranger des proches appartenant à la même mouvance, à savoir l'élite commerciale et argentée de l'époque. Ou bien encore ils fuient la conscription obligatoire, alors qu'à partir de 1932 la campagne "d'encerclement et d'anéantissement" lancée par le KMT bat son plein, ou bien ils restent ou rentrent au pays pour alimenter la résistance.

Une étude sur les Chinois en France, menée en 1925 par le ministère de la Guerre⁽²³⁾, nous éclaire sur les ressortissants chinois déjà en France et qui seront rejoints par des membres de leur famille ou des proches au plus fort des troubles entre le parti communiste chinois et le parti nationaliste, plus de dix ans après : "*La communauté chinoise de Paris se compose de fonctionnaires de la légation et des consulats, de journalistes et de commerçants : elle est tranquille et laborieuse [...] L'élément commerçant compterait quatre cents personnes originaires de la province du Tchekiang [Zhejiang].*"⁽²⁴⁾

L'éclairage par les données officielles

D'après les sources chinoises, avant 1949, entre 27 000 et 36 000 Chinois originaires de la région de Wenzhou ont émigré principalement en Europe et aux États-Unis. Parmi les pôles d'émigrations figurent ceux qui étaient en lien étroit avec les lieux de déploiement des bases militaires du Guomindang (soit Qingtian et Wencheng) comme l'illustre le tableau page suivante.

Une ombre, cependant, persiste sur les données statistiques de l'émigration durant les combats entre le PCC et le KMT dans le

Nombre de Chinois d'outre-mer originaires de Wenzhou et Qingtian avant 1949 à l'étranger (soit à 80 % en Europe)

| Nom du district | Nombre de Chinois d'outre-mer en 1945 |
|---|---------------------------------------|
| Wencheng (Yuhu) | 1 199 (A) |
| Li'ao | 348 (B) |
| Qingtian | 25 000 (C) |
| Total des 3 districts | 26 547 |
| Total des 6 districts (*) | 26 947 |
| Total pour la région de Wenzhou en 1949 | 36 000 (D) |

(*) Afin de compléter la liste des plus importants villages d'origine des Chinois d'outre-mer de la région, à ces trois districts il faut rajouter ceux de Qidu, Oubei et Yangfu Shantu cun, qui totalisent environ 400 Chinois d'outre-mer avant 1949, d'après les sources de la chronique locale de 1998.

A : Zhang Zhicheng, "Zhejiangsheng Wenchengxian Huaqiao jian" [Histoire simplifiée sur les Chinois d'outre-mer de Wencheng de la province du Zhejiang], dans *Zhejiangsheng Guiqiao Huaqiao Hualian Hehuiqiao* [Fédération des Chinois d'outre-mer et des Chinois de retour de l'étranger de la province du Zhejiang].

B : Zhang Zhicheng, "Rui'an shi Li'aozhen Huaqiao Lishi yu Xianzhuang" [Situation et historique sur les Chinois d'outre-mer originaire de la ville de Rui'an dans le bourg de Li'ao], dans *Zhejiang Huaqiao Shiliao* [Documents on the History of Zhejiang Overseas Chinese], Hangzhou : Zhejiang Huaqiao Lishi, n° 5, 1987.

C : Mette Thuno, "Origin and Causes of Emigration from Qingtian and Wenzhou to Europe", communication présentée à la conférence European Chinese and Chinese Domestic Migration, tenue à Oxford (Grande-Bretagne), les 3 et 7 juillet 1996.

D : Su Buqing, Wenzhou Cidian, [Encyclopédie de Wenzhou], Shanghai : Fudandaxue Chubanshe [Éditions de l'histoire de l'Université de Fudan], 1995.

Zhejiang, et la résistance contre l'envahisseur japonais entre 1945 et 1949. En effet, les sources officielles (principalement les travaux de Zhang Zhicheng, chercheur officiel désigné par le PCC pour travailler sur la question des Chinois d'outre-mer) et les Chroniques locales de la municipalité de Wenzhou indiquent que l'émigration est infime et ne donne aucun chiffre précis (d'après nos investigations sur place datant de 1999).

Côté français, les *Archives diplomatiques* confortent l'hypothèse d'une présence de commerçants chinois en Europe liés au mouvement du KMT et dont certains deviennent des activistes politiques outre-mer. Le 7 décembre 1930, le comité général exécutif du KMT est créé à Paris⁽²⁵⁾. Grâce aux fonds collectés par ce comité en 1939, pour alimenter la résistance contre le Japon, l'équivalent de 23 000 euros a été envoyé en Chine⁽²⁶⁾. En 1940, le comité compte 112 membres répartis en six sections en France (56 membres), Hollande (15), Italie (13), Suisse (12), Turquie (9), Belgique (7)⁽²⁷⁾.

25)- *Archives diplomatiques*. Série Asie 1918-1940, sous-série Chine, n° 1020.

26)- *Ibidem*.

27)- En 1964, avec la reconnaissance officielle par la France de la république populaire de Chine, les relations avec le gouvernement nationaliste de Taiwan sont rompues. Le Guomindang (KMT) doit officiellement se retirer de la scène politique française alors qu'un comité exécutif provisoire dirigé par plusieurs Qingtian se crée la même année dans le III^e arrondissement de Paris. *Archives diplomatiques*. Série Asie 1944-1955, sous-série Formose, n° 67. Indication de la mention "document confidentiel" sur le feuillet.

1949 : la fermeture des frontières empêche toute immigration

28)- Vingt personnes pour la région de Wenzhou et trois cent soixante personnes pour Qingtian, d'après les sources suivantes : Zhang Zhicheng, *Wenzhou Shizhi* [Chronique locale de la ville de Wenzhou], Beijing, Zhonghua Shuju, 1999, et Chen Murong, *Qingtian Xianzhi* [Chroniques locales de Qingtian], Hangzhou, Zhejiang Renmin [Édition du Peuple du Zhejiang], 1990.

À partir de 1949, date de l'instauration de la république populaire de Chine, le pays ferme officiellement ses frontières, l'émigration est pratiquement arrêtée jusqu'en 1978, date officielle de la réouverture du pays à l'étranger. Entre 1950 et 1976, les sources officielles précisent que trois cent quatre-vingts⁽²⁸⁾ personnes originaires de Wenzhou et Qingtian émigrent. Cependant, les récits de vie et l'histoire orale collectés en Chine et en France pour notre étude pondèrent cet état de fait : dans plus de quatre familles sur dix enquêtées, l'émigration continue dans les villages où des membres de la famille sont présents à l'étranger. Elle se fait via Hong Kong, le plus souvent, et concerne des personnes suffisamment argentées pour se rendre sur la péninsule. En

Immigration chinoise en France entre 1949 et 1975
(d'après les sources françaises)

| Années | Chinois en France ⁽¹⁾ |
|--------|----------------------------------|
| 1949 | 2 638 |
| 1950 | 2 007 (+ 631) |
| 1960 | 1 924 (- 83) |
| 1965 | 2 432 (+ 508) |
| 1970 | 2 868 (+ 436) |
| 1975 | 3 942 (+ 1 074) |

1) Les données du tableau sont tirées des sources suivantes : 1921-1946 : Recensement de la population. Statistique générale de la France. 1948-1982 : ministère de l'Intérieur, les étrangers en France ; 1920-1966 : ministère de l'Intérieur, Annuaire statistique de la Ville de Paris, Live Yu-Sion, *La diaspora chinoise en France : immigration, activités économiques, pratiques socioculturelles*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS, 1991, (non publiée).

outre, celles-ci doivent avoir un capital de relations leur permettant de payer et de négocier des passe-droits pendant le trajet. Les candidats au départ sont des anciens propriétaires terriens, des membres de familles aux anciennes "allégeances bourgeoises" que le mouvement de la Révolution culturelle (1966-1976) stigmatise et combat. Pendant cette période, les Chinois d'outre-mer et les membres de leur famille sont considérés comme des "éléments" à bannir alors que tout contact, tout lien avec l'étranger est proscrit.

Côté français, aucune de nos statistiques ne permet de préciser l'origine régionale des ressortissants chinois, elles concernent toute la

Chine et indiquent une augmentation de migrants chinois en plein cœur de la Révolution culturelle.

Avec la politique d'ouverture économique lancée par Deng Xiaoping à partir de 1978, la donne sur les Chinois d'outre-mer se modifie : l'émigration est autorisée et devient même synonyme d'enrichissement. Les liens avec les Chinois d'outre-mer, de nouveau rétablis, le décompte statistique reprend. Depuis la victoire communiste, 1979 est l'année de la première mesure de flux migratoire officiel. Cette nouvelle inflexion du gouvernement, marquée par une visibilité institutionnelle des Chinois d'outre-mer, a pour objectif de renouer avec "*un potentiel économique*", afin d'inciter les investissements en Chine au nom de l'attachement à la mère-patrie.

"Paysan fuyant la misère", "travailleur pendant la Première Guerre mondiale", "migrant économique", "potentiel économique"... voici les principales catégorisations présentes dans l'historiographie chinoise et française pour désigner les migrants du Zhejiang. Presque aucun d'entre eux n'a encore pris la parole pour raconter, au nom des siens, cent ans de leur histoire. La prise de parole est sans doute nécessaire afin de briser le silence, première étape pour essayer de comprendre. Elle est aussi importante pour se faire reconnaître afin que cessent à propos des Chinois de France trop de généralisations, de catégorisations simplificatrices, voie ouverte à la stigmatisation. ◀



► Dossier *France, terre d'Asie*, n° 1234, novembre-décembre 2001

A PUBLIÉ

Éric Florence, "*Les migrations en Chine et leurs implications sur le plan urbain*"

► Dossier *Migrations chinoises*, n° 1220, juillet-août 1999